

Histoire de la France contemporaine

M. Maurice AGULHON, professeur

Le cours prononcé du 11 janvier au 18 avril, et intitulé *La France de 1880 à nos jours : l'évolution politique et le sentiment national*, a été conçu dans la perspective de la rédaction de *l'Histoire de France* (Hachette) dont nous devons écrire le dernier volume (les premiers, déjà parus, étant dûs à G. Duby et E. Le Roy Ladurie). La prochaine publication de cet ouvrage autorise le caractère succinct du présent résumé.

L'ambition de la collection n'était pas de livrer des volumes qui traitent exhaustivement de cette histoire, en résumés forcément brefs et presque toujours obtenus de seconde main, mais de mettre l'accent sur un ou deux problèmes jugés plus dignes d'intérêt ou plus aisés à renouveler. On a considéré, assez banalement, que c'est aujourd'hui l'histoire politique qui a quelque retard à rattraper, après les développements dûs aux travaux des dernières décennies en histoire économique et sociale. A l'intérieur même du domaine politique, le choix du problème national comme fil conducteur se justifie par les considérations à la fois d'historiographie et d'actualité que nous avons exposées en avril 1986 dans notre leçon inaugurale, et sur lesquelles nous ne reviendrons pas.

Au lendemain de la défaite de 1871, le patriotisme français existe. Même s'il a pu être parfois contrecarré par la peur sociale dans certains milieux, ou s'il est atténué jusqu'à paraître presque inexistant par l'ignorance et l'inculture dans certains autres. Dans l'ensemble, le patriotisme est à coup sûr plus fort et plus étendu en 1870 qu'il ne l'était en 1815. Dans ses versions les plus accentuées et les plus proches de l'activisme politique, chez les républicains ou chez les bonapartistes, il comporte l'idée de grandeur de la France, de mission morale de la France, une fierté assez égocentrique. Cette tradition, issue de 1792, vient cependant de subir quelques changements. D'abord, le patriotisme d'attachement napoléonien a été compromis dans son rayonnement par la défaite de Sedan. Mais surtout le thème optimiste des nationalités-sœurs a été mis à mal par Bismarck. La tradition révolutionnaire avait lié en effet le patriotisme français à la révolution européenne : aider les peuples et les nations à s'affranchir de l'ordre européen ancien, celui des rois et des

empires. Dans cette perspective, les nations d'Europe étaient supposées solidaires et réputées amies, voire protégées de la France. Or depuis Sadowa (1866) il est devenu visible que les nationalités européennes, loin d'être forcément des petites sœurs complaisantes pour nous, pouvaient être des rivales, voire des ennemies. Après le traité de Francfort (1871), c'est une évidence. Le Roi de Prusse, désormais Empereur allemand, n'est plus seulement dangereux comme monarque, il l'est aussi comme allemand.

Le patriotisme français va-t-il alors se dégager de l'idéologie des nations fraternelles, unies en vue de la « République Universelle », et, plus généralement, rompre ses liens avec l'idéologie du Progrès ? Non, pourtant, car il y a l'Alsace, grâce à laquelle (si l'on ose dire) une certaine part de considération de principes (d'éthique, de Droit, de Justice) se réintroduit. Car la perte des provinces de l'Est ne traduit pas seulement un fait brut (l'Allemagne, plus forte, a gagné un lot que la France a perdu) mais aussi un débat de principe (l'Allemagne se fonde sur une application objective du principe des nationalités : l'histoire lointaine, la langue parlée — la France sur son application subjective : le droit des peuples, librement consultés, à disposer d'eux-mêmes). Du coup le patriotisme français peut garder en lui quelque chose de plus que le seul égoïsme national (défendre notre bien, vouloir le reprendre), il peut prétendre avoir pour lui le Droit, donc se rattacher à une valeur universelle. Et par là il retrouve une certaine part de continuité avec la tradition issue de 1792, puisqu'il unit comme elle (quoiqu'en termes renouvelés) la France et la morale internationale.

Dans leurs dix premières années de gouvernement (1879-1889), les républicains ont défini durablement le régime par une œuvre législative de longue portée, et qui demeure, — par deux orientations de lutte, l'une contre le « cléricalisme », l'autre contre le mouvement ouvrier, ou du moins contre sa version révolutionnaire, — par une pratique politique (le régime parlementaire) — et enfin par une certaine orientation nationale. On ne parle ici que de cette dernière rubrique du bilan.

L'armée a été renforcée, choyée, exaltée. La diplomatie a été prudente (l'isolement diplomatique y oblige, et c'est une des raisons pour lesquelles les républicains de gouvernement ont réfréné avec vigueur les rodomontades boulangistes). Le « profil bas » en Europe a été compensé par les entreprises coloniales. Sur le débat fort important mais classique des causes de l'Impérialisme français nous n'apportons rien de bien neuf. Il nous paraît nécessaire de tenir compte de quatre séries de déterminations hétérogènes (les colonies déjà conquises et leur extension par enchaînements de conflits locaux — les affaires économiques intéressées par cette expansion — la volonté globale de puissance, cherchant en quelque sorte la Revanche par voie différée et détournée — la conscience, dite « mission civilisatrice », de la supériorité de la culture et du mode de vie européens sur ceux des autres continents), mais il

nous paraît impossible d'en doser ou d'en hiérarchiser les parts d'influence. Insistons sur le fait qu'en ces années-là la critique du Colonialisme se fonde moins sur les objections de principe ou de sentiments qui nous sont aujourd'hui familières que sur le fait qu'il nous détourne « du Rhin » et constitue un « abandon de la Revanche ».

*

**

De 1889 à 1899 l'exaltation du sentiment national atteint des sommets. Son étude doit distinguer deux niveaux, celui des justifications idéologiques, et celui des moyens de diffusion et de leur réception dans la culture populaire. Sur ce dernier niveau, bien des choses ont déjà été étudiées (enseignement de l'histoire à l'école, presse et littérature de masses ; service militaire ; citons pour mémoire l'œuvre célèbre d'Eugen Weber) et nous n'y ajoutons comme contribution personnelle que l'appel à l'attention sur le décor monumental qui s'installe alors dans les villes et parfois dans les villages. Sur le premier niveau, l'idéologique, nous insistons pour rejeter le schéma usuel qui voit « le Nationalisme à gauche jusque vers la fin du XIX^e siècle, et à droite depuis lors ». Nous préférons analyser trois composantes : le patriotisme républicain coloré d'ambition éthique universaliste (voir plus haut), le patriotisme des conservateurs catholiques (la Patrie, comme la Famille, la Profession, etc... fait partie des attachements naturels auxquels le respect est dû), et le nationalisme stricto sensu (celui d'un conservatisme détaché des justifications religieuses et qui commence alors consciemment à se chercher dans la science profane de nouvelles raisons). Et constater que, pour l'essentiel, leurs enseignements convergent ; ils forment donc pour le Culte national une assez irrésistible coalition.

Tout cela est désormais exalté par l'Alliance franco-russe, qui rompt notre isolement et suscite un enthousiasme extraordinaire.

Tout cela pourtant n'excite pas aussi exclusivement qu'on le pourrait croire le sentiment anti-allemand. D'abord parce que le jeu diplomatique est complexe, dans le détail (les tsars gardent des attaches avec Berlin ; parfois s'esquisse une solidarité d'Europe continentale contre le « péril jaune » : dépecer la Chine, contenir le Japon). Ensuite et surtout parce que les conquêtes coloniales qui s'étendent nous mettent beaucoup plus souvent aux prises avec les Anglais qu'avec les Allemands. Quand la guerre menacera en 1898, à Fachoda, c'est sur le Nil, et pas sur le Rhin. Les Français de la fin du siècle se souviennent alors que l'Anglais est notre véritable « ennemi héréditaire », et ce n'est pas par hasard que les demi-dieux proposés à leur vénération ont été leurs victimes, Napoléon et (surtout) Jeanne d'Arc.

Cette excitation nationale, souvent nationaliste, et militariste, suscite naturellement un choc en retour. On voit apparaître, en ces mêmes années, une littérature pamphlétaire qui dénonce et le nationalisme des droites et celui de

la République. Le patriotisme officiel, ses solennités, sa pédagogie simpliste (écoles, fêtes, héros), l'armée avec l'encasernement abêtissant, le principe même de la Patrie et de la Guerre, l'injustice faite aux indigènes des colonies qui ne nous demandaient rien, toute la panoplie de la contestation libertaire et pacifiste commence alors à se forger. On n'a pas prétendu la découvrir. On insiste cependant sur son caractère limité, sa faible audience, son faible retentissement. On doit souligner à nouveau l'intérêt qu'il y a, en histoire culturelle, à distinguer la chronologie de la production des doctrines de celle de leur diffusion et de leur rôle social. La guerre de 1914-1918 ne créera pas l'antipatriotisme et le pacifisme, elle permettra seulement (par son expérience, par ses conséquences) que des courants marginaux deviennent brusquement consistants et visibles.

L'Affaire Dreyfus, il est vrai, y aura contribué aussi, mais à un moindre degré.

*

**

Les années de notre histoire dominées par « L'Affaire » ont vu certains républicains, à la fois très patriotes et très épris de Justice et de Droit, perdre la confiance aveugle qu'ils avaient eue dans l'Armée, avant que celle-ci n'apparaisse comme complice de l'iniquité. Ce constat antimilitariste conjoncturel pouvait les disposer à mieux accueillir l'antimilitarisme des libertaires, évoqué plus haut, ou l'antimilitarisme des syndicats qui se souvenaient de Fourmies. C'est sans doute une des voies qui ont permis le rapprochement entre « Intellectuels de Gauche » et mouvement ouvrier organisé, effet majeur de l'Affaire Dreyfus et point de départ d'une tradition longue.

Mais les premières années du XX^e siècle, vécues sous le signe de l'Affaire, ont vu aussi s'opérer, du point de vue national, un autre tournant durable, l'Entente Cordiale (franco-britannique).

Il serait tentant de voir une même logique dans le tournant global vers la Gauche opéré sous Waldeck-Rousseau et Combes et dans le choix diplomatique effectué en 1904. La Droite de ce temps était naturellement anglophobe (par nationalisme pur : Jeanne d'Arc, Fachoda — par hostilité ou indifférence au libéralisme parlementaire dont l'Angleterre est le berceau — par hostilité au protestantisme, chose qui comptait encore beaucoup...) et la Gauche était anglophile pour des raisons symétriques (nationalisme moindre — goût pour les libertés politiques — sympathie pour les confessions non catholiques). Il semble bien cependant que ce déterminisme idéologique ait alors beaucoup moins joué que le pur argument géopolitique. Delcassé, l'artisan français de l'Entente Cordiale, était beaucoup moins un ami de Combes qu'un disciple de Gambetta. Comme son maître, il pensait que la France, séparée irréductiblement de l'Allemagne par le traité de Francfort, ne pouvait pas se permettre (même avec l'appui russe) d'avoir pour ennemis virtuels à la fois l'Allemagne

et la Grande-Bretagne, et qu'il fallait donc liquider le contentieux colonial franco-anglais. Par chance, au même moment, Edouard VII faisait un semblable calcul et pouvait abandonner les vieilles préventions germanophiles et francophobes de la reine Victoria sa mère. La route était ouverte pour l'Entente Cordiale, mais on devine que celle-ci était moins déterminée par la commune inspiration démocratique de Paris et de Londres que par le dynamisme nouveau de l'Allemagne de Guillaume II. Cela n'empêchera pas d'ailleurs les affinités morales bien réelles de l'Angleterre libérale et de la France républicaine de constituer un thème durable et même efficacement utilisé, à d'autres époques. La pseudo-rationalité du choix de 1904 trouvera donc sa vérité, mais a posteriori...

L'objet de ces développements était moins de reproduire des leçons d'histoire diplomatique, qui ne sont pas de notre spécialité, que de faire réfléchir sur les débats d'interprétation. L'Angleterre a été notre ennemie ou notre rivale depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1904 (à la rare exception de la guerre de Crimée sous Napoléon III). Depuis 1904 elle est amie, et nous ne pouvons plus la concevoir autrement, malgré les rivalités coloniales et quelques autres difficultés. Pourquoi ? La thèse matérialiste connue y voit la solidarité de deux impérialismes anciens, repus, dont l'intérêt commun est de stabiliser l'état du monde qui leur est favorable, et de s'opposer à tout nouveau partage qui s'effectuerait à leur détriment. La thèse idéaliste dit que deux grandes nations libérales, dont la liberté est également incorporée désormais à la culture politique, essaient vainement que vaille d'avoir une politique de principe, et de ne se battre que pour le Droit ou sous le couvert du Droit. La question de savoir si cette deuxième thèse est seulement le manteau de Noé jeté sur les réalités sordides impliquées dans la première, ou si cet idéalisme a eu quelque degré d'autonomie et de force authentique, reste en discussion.

*

**

De 1905 à 1914, la France vit assez consciemment à l'heure de la montée des périls. La guerre couve dans les Balkans, et le Maroc apporte une nouvelle pomme de discorde entre la France et l'Allemagne. Moins connu est le panorama des opinions et des sensibilités. Le patriotisme républicain reste le courant principal et le message le plus amplement diffusé ; il garde ses caractères d'attachement conjoint à la France et à l'idéal abstrait, et par conséquent sa bonne conscience tant vis-à-vis de l'Allemagne que vis-à-vis des colonies. Préférant la Paix, il accepte l'éventualité de la Guerre. L'idée que celle-ci puisse être le Mal absolu n'est pas encore incorporée à la doctrine de la Gauche, comme elle le sera à la suite (et à cause) de la Grande Guerre. Le nationalisme, dans sa version catholique comme dans sa version laïcisée, a tout de même un regain de vigueur (mais ceci a été déjà cent fois décrit). Le courant révolutionnaire, pacifiste et antipatriote, paraît lui aussi en hausse, ne

serait-ce que parce qu'il est presque institutionnalisé dans certains secteurs du mouvement ouvrier. Ici on rejette et l'idée de Guerre, et l'idée de Patrie, et la légitimité des conquêtes coloniales. On tient donc le patriotisme républicain comme aussi détestable que le Nationalisme. L'armée est la cible d'un antimilitarisme à multiples arguments (caserne, répression des grèves, Biribi, Maroc). L'école laïque même est dénoncée (manuel de contre-enseignement historique d'Hervé et Clemendot). — Tout cela est à mesurer de près, plus important que l'état groupusculaire et purement intellectuel d'avant 1900, pas assez important cependant pour contrecarrer sérieusement l'entrée en guerre de 1914. Ici encore, le problème pour l'histoire n'est pas seulement d'apprécier les extensions en surface de divers courants, comme on le fait pour les élections (30 % de voix ici, 25 % là, etc.), mais de soupçonner l'inégalité de leurs pénétrations *en profondeur* et de leurs présences *contradictoires* dans l'esprit des individus et des groupes. — Mais tout n'est pas dit encore, et la période est marquée enfin par la recherche d'une théorie socialiste de la Nation et de la vie internationale, à laquelle le nom de Jean Jaurès restera attaché. L'auteur de *l'Armée Nouvelle* se distingue à la fois, quoi qu'on en dise, du pacifisme révolutionnaire et du patriotisme républicain. A la différence du premier, il tient pour positive la valeur Nation, il admet la guerre de défense Nationale, et par conséquent la recherche d'une réforme militaire adéquate. Mais, à la différence du second, il ne croit pas les conquêtes coloniales justifiées en droit, il voudrait plus d'efforts diplomatiques pour la recherche de la Paix par l'arbitrage, et bien plus d'efforts de réforme dans l'aménagement de la défense. C'est bien un courant original.

*

**

La guerre de 1914-1918 a été très remarquablement étudiée ces dernières années, du point de vue de l'esprit public et des mentalités collectives. Nous n'avons rien ajouté d'essentiel à ces travaux, parmi lesquels émergent ceux de M. J.J. Becker, dont les conclusions sont convaincantes. Nous avons voulu les prolonger et les généraliser. La Grande Guerre donne une bonne mesure de l'état effectif de la conscience nationale et du patriotisme tels qu'ils furent forgés avant 1914. Le fait qu'elle ait été gagnée malgré bien des handicaps, donne la preuve de la force de ces sentiments. Mais le fait que le patriotisme et le nationalisme conjugués aient permis que la guerre ait lieu et qu'elle « tienne » quatre ans, jusqu'à la victoire, devait jouer contre eux en retour dans l'esprit de ceux pour qui la Guerre aurait été perçue comme horreur absolue. Après 1918, le patriotisme républicain devra perdre des certitudes et renouveler ses formules, et l'esprit révolutionnaire, de marginal, passera au statut de forte et consistante minorité. Ces bouleversements du moral de la Nation ne seront pas moins profonds ni moins durables que ceux de sa démographie ou de son état économique.

On en a suivi l'évolution dans les étapes classiques, qu'on nous permettra ici — pour abrégé — de seulement énumérer. Les lendemains de la victoire, jusqu'à l'avènement de Hitler en Allemagne. — Le nouvel avant-guerre à l'ombre du fascisme. — La drôle de guerre (analyse et commentaire du témoignage de Marc Bloch dans *l'Étrange défaite*). — Le sursaut de la France libre. — Vichy. — La Résistance. Le temps a manqué pour pousser le récit et les analyses au-delà de 1945. Mais la suite de la recherche et de la réflexion n'infirmera certainement pas l'idée que l'histoire de la Nation et de la conscience de la Nation ait connu en 1914-1918 un basculement décisif.

*

**

Le séminaire (aux mêmes dates, les après-midi), annoncé sous le titre général de *Textes et documents sur les mentalités politiques sous la Troisième République* a été l'occasion d'exposer aux auditeurs et de soumettre à leur discussion avant rédaction définitive le schéma de cinq contributions que nous avions à donner à des œuvres diverses : une communication sur le Néo-jacobinisme (entre 1830 et 1848) pour le Colloque « Cultures politiques issues de la Révolution française » (Paris automne 1988) — un texte introductif à la réimpression de Emile Ollivier *1789 et 1889* que nous proposerons à la Librairie du Bicentenaire, — un article sur « Jacobinisme, fédéralisme, régionalisme » qui nous est demandé pour *Les lieux de Mémoire III Les France*, volume 1, — un article sur « particularités régionales, le Midi », qui est prévu pour le même ouvrage III, volume 2 — et un article sur « Géographie symbolique des monuments de Paris », promis pour le même ouvrage III, volume 3. Les autres séances ont été consacrées à des études de textes et de thèmes sans débouché rédactionnel direct (Anticléricalisme, néopaganisme, antisémitisme de Gauche, d'après les *Souvenirs* de Juliette Adam — idée de race et idée de nation — le socialisme pendant la Guerre d'après les *Cahiers* de Louis Barthas). Une seule a été consacrée, à l'occasion du passage en France d'un chercheur étranger, à un thème différent, mais qui intéresse plusieurs de nos anciens élèves et auditeurs, celui des rapports entre la Sociabilité, l'association et les origines du parti politique.

*

**

Les *Activités diverses* du 1^{er} juillet 1987 au 30 juin 1988 ont été les suivantes : le manuscrit de *Marianne au Pouvoir* a été mis au point avec la collaboration de P. Laurens, et remis à l'éditeur. Un recueil de nos anciens articles a été préparé et publié en 2 volumes par Gallimard sous le titre *Histoire vagabonde* (I Ethnologie et politique dans la France contemporaine — II Idéologies et politique dans la France contemporaine). Sont également sortis des presses quatre ouvrages que nous avons préfacés : — *L'Indépendant, un journal dans l'histoire, l'histoire d'un journal*, de Gérard Bonet, Perpignan, L'Indépendant, — *Les sapeurs pompiers au XIX^e siècle, associa-*

tions volontaires en milieu populaire, de Hubert Lussier, Paris, édition l'Harmattan, — *La Coccarda et le Campana, comunità rurali e Repubblica Romana nel Lazio (1848-1849)*, de Franco Rizzi, Milan, Franco Angeli libri, — *Jean Longuet, la conscience et l'action*, Paris, éd. de la Revue politique et parlementaire, et sept auxquels nous avons donné une contribution plus ou moins importante : *Sociabilité et société bourgeoise en France, en Allemagne et en Suisse 1750-1850*, sous la dir. d'Etienne François, Paris, Recherche sur les Civilisations, — *Hommes, idées, journaux, mélanges en l'honneur de Pierre Guiral*, réunis par A. Gili et R. Schor, Paris, Publications de la Sorbonne, — *L'élection du chef de l'Etat en France de Hugues Capet à nos jours*, Paris, Beauchesne, — *Des Républiques françaises*, études présentées par P. Isoart et Ch. Bidegaray, Paris, Economica, — *Var, Terre des Républiques 1789-1989*, Toulon, F.O.L. Var, — *Hommage à Jean Adhémar*, N° spécial de la *Gazette des Beaux Arts*, — *L'Etat de la France pendant la Révolution 1789-1799*, sous la dir. de M. Vovelle, Paris, éd. La Découverte.

Nous avons donné des *conférences publiques*, soit sur le thème Débats autour de la Révolution française, soit sur le thème Imagerie et représentations politiques, soit sur le thème France, régions, régionalisme, à Pézenas, Auxerre, Rouen, Reims et Nancy, à Paris (Ecole du Louvre, Institut historique allemand), ainsi qu'en Autriche (Vienne et Salzbourg) et en Yougoslavie (Zagreb, Ljubljana, Belgrade, Sarajevo).

Nous avons participé à des *Colloques scientifiques* sur des thèmes analogues à Auxerre (voir ci-dessus Publications : élection du Chef de l'Etat), Rouen, Lyon, Toulon, à Paris (Colloque du cinquantenaire du Musée des Arts et traditions populaires, — journée d'étude de la S.E.F.), à Francfort et à Milan.

Nous avons participé à six *jury de thèse*, quatre de nos élèves à l'Université de Paris I, et deux en assesseur à Paris X Nanterre et à Lille.

Nous avons continué à suivre l'activité de diverses sociétés historiques et ethnologiques dont nous sommes membre (1848, S.E.F., Musée de Vizille, etc...) ainsi que de la Mission du Bicentenaire.

Nous avons achevé nos *mandats* de membre du Comité de l'Institut national de la Langue Française et de membre de la Commission des sciences sociales du Centre National des Lettres.

En revanche nous avons été nommé membre de la Commission « d'évaluation » de l'Ecole Normale Supérieure de Paris (Commission Schwartz).

Enfin nous avons été chargé par le Ministère des Affaires étrangères du Commissariat de l'Exposition itinérante sur l'année 1789 qui sera présentée dans nos postes à l'étranger. Ce travail a été exécuté dans l'année et il est maintenant dans sa phase finale, celle de la fabrication.

M. A.